

Direction des routes et des mobilités  
TERRITOIRE : SUD-EST  
SECTEUR : LE TEIL  
Réf dossier : 0093 PDV EH 26 RD0086

## ARRETE PORTANT PERMISSION DE VOIRIE POUR REALISER DES TRAVAUX ET OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL

Le Président,

VU le code de la voirie routière,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de la propriété des personnes publiques,

VU le code des postes et communications électroniques,

VU le règlement relatif à la voirie départementale entré en vigueur le 1er août 2018,

VU l'arrêté de M le Président du Département portant délégation de signature au signataire du présent arrêté

VU la demande en date du 18/02/2026 pour le compte de ORANGE demeurant à 93 rue Félix Pyat 13331 MARSEILLE [baptiste.veyrier@orange.com](mailto:baptiste.veyrier@orange.com)

Présentée par l'entreprise ENSIO [arc.gc.rccz7@ensio.eu](mailto:arc.gc.rccz7@ensio.eu)

Pour la réalisation des travaux et l'occupation du domaine public - RD 86 au PR 89+560 située hors agglomération de la commune de CRUAS

### ARRETE

#### ARTICLE 1

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° **0074 PDV EL 26 RD0086** du 03/02/2026

#### ARTICLE 2 - AUTORISATION

Le bénéficiaire désigné dans la demande susvisée est autorisé à réaliser des travaux et à occuper le domaine public routier départemental RD 86 au PR 89+580 - commune de CRUAS pour une **fouille pour la réparation du réseau fibre** à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Dans l'hypothèse où, il serait mis fin au droit d'exploiter une infrastructure de communications électroniques, la présente permission de voirie devient caduque et les installations de génie civil sont remises, sans indemnité, au Département. Ce dernier peut, toutefois, en l'absence avérée de toute utilisation probable, demander la remise en état de son domaine. Les installations, sont supprimées et les lieux remis en état.

Le Département peut retirer la permission, après avoir invité le pétitionnaire à présenter ses observations, notamment dans les cas suivants :

- cession partielle ou totale de l'autorisation, sous quelle que forme que ce soit.
- cessation de l'usage des installations pour lesquelles la permission de voirie est délivrée.
- disparition du bénéficiaire, et en l'absence d'ayants droits sollicitant la poursuite de l'exploitation.

Dans les cas visés ci-dessus, et deux mois après mise en demeure, demeurée sans effet, de retirer les installations mobiles de communications (câbles et divers dispositifs électroniques), ces installations qui sont normalement la propriété du bénéficiaire, reviennent en pleine propriété au Département.

La permission de voirie doit être utilisée dans un délai d'un an, à compter de la notification du présent arrêté.

Le bénéficiaire devra fournir un exemplaire de la permission de voirie à chaque intervenant afin que les prescriptions relatives au domaine public routier départemental puissent être scrupuleusement suivies.

### **ARTICLE 3 - APPLICATION DU REGLEMENT RELATIF A LA VOIRIE DEPARTEMENTALE**

Les travaux doivent être réalisés conformément au Règlement relatif à la voirie départementale disponible sur le site internet du Département de l'Ardèche téléchargeable à l'adresse suivante : <https://www.ardeche.fr/>.

### **ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES**

**Une attention particulière sera portée sur la qualité du compactage.  
Les rapports d'essai de compactage seront à adresser à [rrousseau@ardeche.fr](mailto:rrousseau@ardeche.fr)  
Et à [routes.tse@ardeche.fr](mailto:routes.tse@ardeche.fr) avant toute réfection définitive.**

La tranchée sera remblayée conformément à la fiche technique « Annexe 5.7 » du règlement de voirie départementale pour un trafic > 5000 V/j soit : 30 cm de GNT 0/31.5 + 3 x 8cm de GB 0/14 + 6 cm de BBSG 0/10 après réalisation d'un épaulement d'au moins 20 cm de chaque côté. Les découpes seront jointées par une émulsion.

#### **Zone de fouille**



La présente permission de voirie doit respecter l'ensemble des prescriptions prévues au Règlement relatif à la voirie départementale, ainsi qu'aux annexes suivantes.

#### **ANNEXES**

A-5-7 - Tranchée réparation - branchement

Aléatoirement, des carottages d'enrobés seront effectués par le laboratoire du CD07. En cas de résultats ne correspondant pas aux épaisseurs exigées dans le cadre de la présente permission de voirie, la réfection de la tranchée sera demandée sur toute sa longueur.

#### **ARTICLE 5 - SECURITE ET SIGNALISATION DE CHANTIER**

Le bénéficiaire sollicitera un mois au moins avant l'ouverture du chantier, auprès de l'autorité de police compétente, un arrêté de circulation précisant les modalités de gestion de la circulation et fixant la signalisation minimale qu'il devra mettre en place durant les travaux.

#### **ARTICLE 6 - REMISE EN ETAT DES LIEUX**

Aussitôt après l'achèvement de ses travaux, le bénéficiaire ou son intervenant est tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats et déchets, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances, de rétablir dans leur premier état les fossés, talus, accotements, chaussées ou trottoirs qui auraient été endommagés et d'enlever la signalisation de chantier.

Le bénéficiaire garantit le Département contre les malfaçons pendant deux ans à compter de la réception définitive des travaux. Celle-ci devra être demandée par le bénéficiaire.

#### **ARTICLE 7 - RESPONSABILITE DU BENEFICIAIRE**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée sans l'accord du Département. Le bénéficiaire est responsable vis-à-vis de ce dernier des dommages de toute nature qui pourraient résulter des travaux ou de l'exploitation de ses ouvrages. Le bénéficiaire ne peut rechercher la responsabilité du Département du fait des contraintes qui lui sont imposées, pas plus que de la nature, de la consistance ou de la disposition des emprises ou des ouvrages routiers occupés, dont le gestionnaire ne garantit ni la stabilité, ni la pérennité, ni l'adéquation avec l'installation des infrastructures.

#### **ARTICLE 8 - REDEVANCE**

Le bénéficiaire de la présente autorisation, en application du règlement relatif à la voirie départementale n'est pas soumis au paiement d'une redevance.

#### **ARTICLE 9 - DUREE DE VALIDITE DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable et elle ne confère aucun droit réel à son bénéficiaire. Elle peut être retirée à tout moment, sans indemnité, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public ou liés à un mauvais entretien par le bénéficiaire de l'ouvrage autorisé.

La présente autorisation est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale, pour une durée initiale de 15 années à compter de la date donnée pour le commencement de son exécution. Elle est reconduite tacitement aussi longtemps que l'installation demeure.

En cas de retrait de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état initial dans un délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. A défaut, un procès-verbal sera dressé à l'encontre du bénéficiaire et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le Département se réserve également le droit de faire déplacer les ouvrages implantés sur le domaine public aux frais de leur bénéficiaire, dès lors que ce déplacement est justifié par des travaux d'aménagement ou de réhabilitation de son domaine public routier départemental.

## **ARTICLE 10 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil département et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le Président du Tribunal Administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans un délai de deux mois à compter de sa publicité. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Lyon de manière dématérialisée, via << Télérecours citoyen >>, accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait au TEIL, le

### **DIFFUSIONS**

Le bénéficiaire

Le demandeur

Le secteur LE TEIL

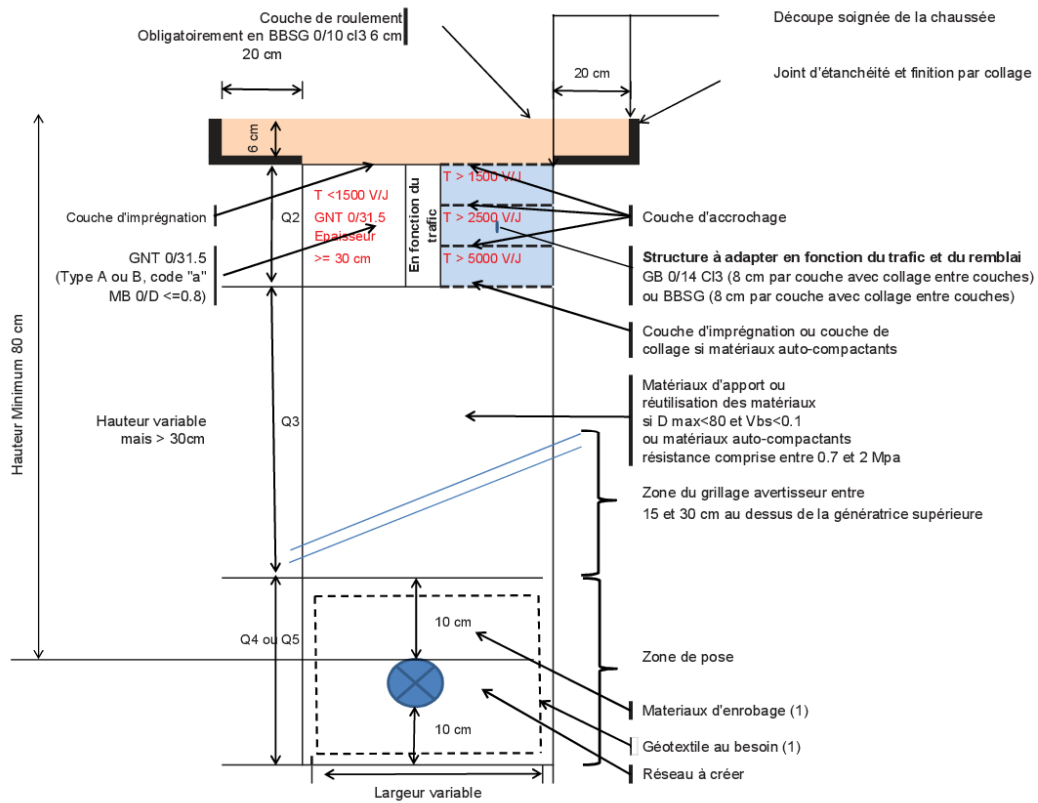
Le territoire SUD-EST

La commune de CRUAS

(Informations géoréférencées disponibles à l'adresse :  
[https://geoportail.ardeche.fr/portail\\_routes/index.html](https://geoportail.ardeche.fr/portail_routes/index.html))

Annexe 5.7

**Coupe de tranchée transversale type  
Réparations, branchements  
(Travaux réalisés par 1/2 chaussée par principe)**



**(1) Matériaux d'enrobage de la zone de pose :**

Deux types de matériaux sont susceptibles d'être utilisés pour les zones de pose et d'enrobage : avec une courbe granulométrique continue de type sable 0/4, ou avec une courbe granulométrique discontinue de type gravier 4/6 enveloppé d'un film géotextile (chaussette de géotextile).

**Définition des objectifs de densification**

Objectifs de densification	Partie de la tranchée	Objectifs en haut de couche	Structure	Couche de structure
<b>Q2</b>	Qualité de compactage : couches d'assises des chaussées	$\rho_{dm} = 97\%$ OPM (1)	Assises de chaussée	Couche de base Couche de fondation
<b>Q3</b>	Qualité de compactage : couches de forme	$\rho_{dm} = 98.5\%$ OPN (2)	Couche de forme	Couche de forme
<b>Q4</b>	Qualité de compactage : remblais	$\rho_{dm} = 95\%$ OPN (2)	Partie supérieure des terrassements	Remblai
<b>Q5</b>	Qualité de compactage : zone de pose	$\rho_{dm} = 90\%$ OPN (2)	Partie inférieure des terrassements	Remblai

(1) OPM = Optimum Proctor Modifié (assise de chaussée)  
(2) OPN = Optimum Proctor Normal (sols)